

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 FÉVRIER 1922.

Projet de loi relatif à la prorogation de la loi du 14 février 1919, autorisant certaines dérogations à la loi des 10 avril 1890 - 3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. VAN DIEVOET.

MESSIEURS,

La loi du 14 février 1919 avait apporté, pour une période de trois ans, commençant le 1^{er} janvier 1919, certaines dérogations à la législation qui régit la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Cette loi a cessé d'être en vigueur le 31 décembre 1921.

Le projet que le Sénat nous envoie ne la fait pas revivre. La loi du 14 février 1919 suspendait pour trois ans, en faveur de la généralité des étudiants, la durée légale minima des études, et instituait pour tous une troisième session ordinaire d'examens et d'épreuves. Cette disposition demeure abrogée.

Le projet qui nous est soumis, ne s'occupe plus que d'une seule catégorie d'étudiants, les combattants, les brancardiers, les prisonniers de guerre et les déportés, à l'exclusion de tous les autres. L'article 1^{er} autorise les facultés des universités à instituer pour eux des sessions supplémentaires d'examens et à répartir les matières du programme légal comme elles le jugeront utile. La durée de la prorogation va en principe jusqu'au terme normal des études (art. 1), sauf pour les invalides et ceux qui leur sont assimilés (art. 2). L'article 3 apporte au régime antérieur une restriction notable : pour être admis à passer une épreuve, il faut avoir suivi le cours auquel elle se rapporte. Enfin, l'article final du projet

(1) Projet de loi transmis par le Sénat, n° 56.

(2) La Commission était composée de MM. MABILLE, *président*, BRIFAUT, COCQ, CRICK, HALLET, HUYSMANS, PIÉRARD, VAN CAUWELAERT et VAN DIEVOET.

tranche une controverse que l'expiration de la loi du 14 février 1919 avait fait surgir.

Les articles du projet ont donné lieu à certaines observations que la Commission croit devoir signaler à la Chambre et à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

ARTICLE PREMIER.

Aux termes du projet, sont seuls admis au bénéfice de la loi, les jeunes gens porteurs d'un certificat du Ministre de la Défense Nationale constatant qu'ils ont rempli pendant la guerre leur devoir envers la Patrie comme combattants, brancardiers, prisonniers de guerre ou déportés. La loi antérieure visait, en termes généraux, tous ceux qui ont rempli, pendant la guerre, leur devoir envers la Patrie. L'énumération limitative est l'œuvre de la Commission du Sénat : pour les raisons indiquées dans son rapport, nous vous proposons d'adopter la restriction. Il doit donc être entendu que désormais le bénéfice de la loi ne peut être accordé qu'aux seules catégories formellement énumérées par l'article premier, et que le Département de la Défense nationale ne jouit plus d'aucun pouvoir d'appréciation en cette matière.

Rentrent dans la catégorie des « déportés » tous ceux qui ont été envoyés en Allemagne, soit en prison, soit en captivité, à la suite d'une déportation en masse ou en vertu d'une condamnation pour faits politiques.

La loi s'applique-t-elle aux étudiants étrangers, anciens combattants des armées alliées? Le texte ne le dit pas clairement. Votre Commission se raille à la manière de voir exprimée dans le rapport du Sénat, confirmée par M. le Ministre des Sciences et des Arts, et qui n'a donné lieu à aucune observation de la part de cette Assemblée.

ART. 2.

Il n'est pas possible de poser d'avance un terme fixe à la prorogation prévue en faveur des invalides de guerre, leur état pouvant nécessiter des ménagements spéciaux pendant des années.

Le second alinéa vise les soldats et prisonniers rentrés tardivement d'Allemagne ou de Russie. Pour ceux-là votre Commission est d'avis que la prorogation exceptionnelle ne pourra être fixée à un terme dépassant la période durant laquelle leur absence forcée les a empêchés de commencer leurs études. Un arrêté ministériel devant intervenir dans chaque cas, la Commission se permet d'attirer l'attention de M. le Ministre des Sciences et des Arts sur cette interprétation qui, nous en sommes convaincus, reflète l'opinion de toute la Chambre, puisqu'elle est seule compatible avec l'esprit de la loi et le but de la disposition.

ART. 3.

Désormais toute épreuve suppose que le récipiendaire a effectivement suivi le cours relatif à la matière qui fait l'objet de l'examen. Ainsi, l'étudiant qui veut

présenter un examen à la fin du premier semestre, ne pourra se faire interroger que sur les cours enseignés pendant cette période. « De cette manière, déclarait au Sénat le rapporteur du projet M. Dejace, les abus dont on se plaignait et qui consistaient à passer des examens hâtivement, après une préparation superficielle, sans avoir suivi les cours, disparaîtront. Les intérêts du haut enseignement seront sauvegardés et le prestige des diplômes universitaires ne sera pas atteint ».

Une discussion s'est produite au Sénat sur le point de savoir si l'étudiant peut être admis à fractionner un cours déterminé. M. Vauthier avait raison de dire que ce système, poussé à l'excès, serait déplorable, que ce ne serait plus le morcellement de l'enseignement supérieur, mais sa pulvérisation. Il résulte de l'article premier et de la discussion, que cette question est abandonnée à l'appréciation des facultés intéressées. Plusieurs orateurs ont insisté sur ce point que, dans la pensée des auteurs du projet et des membres de la Commission du Sénat, il ne pouvait être question de permettre un fractionnement excessif des cours, et que le seul fractionnement à autoriser serait celui qui répond à certaines divisions naturelles des cours, notamment des cours les plus importants. M. Nerinx, d'autre part, déclarait que l'on pourrait donner aux universités le droit de décider que, à la fin de chaque trimestre, les étudiants appelés à bénéficier des dispositions de la loi, pourraient subir un examen sur la matière de tous les cours suivis pendant ce trimestre.

Quoi qu'il en soit, les Universités libres paraissant peu portées à aller trop loin dans cette voie; il serait désirable que M. le Ministre des Sciences et des Arts donne aux Universités de l'État des instructions, en vue de prévenir les abus de l'émiettement.

ART. 4.

L'abrogation de la loi du 14 février 1919 avait fait surgir la question de savoir si une épreuve subie en partie sous le régime transitoire devait, pour produire ses effets, être représentée en son ensemble. Une décision ministérielle du 21 juin 1921 avait répondu affirmativement. On avait soutenu, d'autre part, que l'épreuve légalement subie constituait un droit acquis pour le récipiendaire : Cette dernière opinion était seule juridique.

Toute discussion à ce sujet se trouve désormais écartée. Le résultat des examens subis sous le régime de la loi du 14 février 1919 demeure acquis, aux récipiendaires qui ne profiteront pas du régime projeté, comme aux autres.

Il reste à résoudre une dernière difficulté. Un certain nombre d'étudiants, bénéficiant de la loi antérieure, ont subi une épreuve en décembre dernier, soit déjà dans le cours de la présente année académique. Ces étudiants, à supposer qu'ils ne continuent pas à profiter du régime nouveau, pourront-ils présenter un nouvel examen en juillet prochain, donc sans avoir observé cette fois la durée minimum des études? Et, quant à ceux d'entre-eux qui continuent à bénéficier des dispositions de faveur, pourront-ils, exceptionnellement, être admis aux examens, sans avoir suivi les leçons pendant le premier trimestre de l'année? Une déclaration formelle de M. le Ministre des Sciences et des Arts serait de nature à

lever tout doute sur ce point. Nous l'espérons affirmative. Tel paraît d'ailleurs être l'avis de la Commission d'entérinement.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, votre Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet.

Le Rapporteur,
E. VAN DIEVOET.

Le Président,
LÉON MABILLE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 FEBRUARI 1922.

Wetsontwerp betreffende de verlenging van den geldigheidsduur der wet van 14 Februari 1919, waarbij worden toegestaan sommige afwijkingen der wet van 10 April 1890 - 3 Juli 1891 op het begeven van de academische graden en het programma der hogeschool-examens ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER VAN DIEVOET.

MIJNE HEEREN,

De wet van 14 Februari 1919 had, voor een termijn van drie jaren beginnende op 1 Januari 1919, zekere afwijkingen aangebracht in de wet op het begeven der academische graden en het programma der hogeschool-examens. Deze wet hield op, van kracht te zijn den 31^e December 1921.

Het ontwerp, ons door den Senaat overgemaakt, geeft haar geen nieuw leven.

De wet van 14 Februari 1919 schorste den wettelijken minimum-duur der studiën voor drie jaren, ten voordeele van de studenten in 't algemeen, en voerde voor allen een derden gewonen zittijd van examens en proeven in.

Deze bepaling blijft ingetrokken.

Het onderhavige ontwerp houdt zich nog slechts bezig met eene enkele categorie van studenten : de strijders, de zickendragers, de krijgsgevangenen en de weggevoerden, met uitsluiting van alle anderen.

Het eerste artikel machtigt de hogeschool-faculteiten, voor deze laatsten bijgevoegde examenzittijden in te richten en de leerstof van het wettelijk programma te verdeelen zooals zij het nuttig oordeelen.

(1) Wetsontwerp, n^o 56.

(2) De Commissie bestond uit de heeren MARILLE, voorzitter, BRIFAUT, COCQ, CRICK, HALLET, HUYSMANS, PIÉRARD, VAN CAUWELAERT en VAN DIEVOET.

De duur van de verlenging reikt in beginsel tot het normale einde van de studiën (art. 1), behalve voor de invaliden en de met dezen gelijkgestellten (art. 2). Artikel 3 brengt aan het vroegere stelsel eene merkelijke beperking toe; wil men tot het afleggen eener proef worden toegelaten, dan moet men den desbetreffende leergang hebben gevolgd. Ten slotte, lost het slotartikel van het ontwerp een geschil op, dat was ontstaan bij het verstrijken der wet van 14 Februari 1919.

De artikelen van het ontwerp gaven aanleiding tot sommige aanmerkingen, welke de Commissie aan de Kamer en aan den Minister van Wetenschappen en Kunsten meent te moeten mededeelen.

EERSTE ARTIKEL.

Naar luid van dit ontwerp worden enkel toegelaten tot het voordeel van deze wet : de jongelieden die houder zijn van een getuigschrift van den Minister van Landsverdediging bewijzend dat zij gedurende den oorlog hun vaderlandschen plicht hebben gedaan als soldaat, brancardier, krijgsgevangene of weggevoerde. De vorige wet bedoelde in algemeene bewoordingen al degenen, die zich gedurende den oorlog van hun plicht jegens het Vaderland hebben gekweten. De beperkende opsomming komt van de Commissie van den Senaat; om de gronden aangegeven in haar verslag, stellen wij u voor die beperking aan te nemen. Het moet dus verstaan worden dat voortaan het voordeel der wet enkel kan toegestaan worden aan de categorieën, die uitdrukkelijk staan vernoemd in het eerste artikel, en dat het Ministerie van Landsverdediging volstrekt het recht niet meer bezit in deze quaestie uitspraak te doen.

Tot de categorie van de weggevoerden behooren al degenen die naar Duitschland werden gezonden, hetzij naar een kerker, hetzij in gevangenschap, ten gevolge van eene massa-deportatie of krachtens eene veroordeeling wegens politieke feiten.

Is de wet van toepassing op de vreemde studenten, oudstrijders in de geallieerde legers? De tekst zegt het niet duidelijk. Uwe Commissie sluit zich aan bij de zienswijze uitgedrukt in het verslag van den Senaat, bevestigd door den heer Minister van Wetenschappen en Kunsten, en die niet geleid heeft tot eenige aanmerking van de zijde der vergadering.

ART. 2.

Het is niet mogelijk vooraf een vasten termijn te bepalen voor de verlenging voorzien ten gunste van de oorlogsinvaliden, daar hun toestand nog gedurende lange jaren bijzondere zorgen kan vergen.

De tweede alinea doelt op de soldaten en krijgsgevangenen, die laattijdig uit Duitschland of uit Rusland zijn teruggekeerd. Uwe Commissie is van oordeel dat de uitzonderlijke verlenging op dezen niet moet worden toegepast dan voor een termijn die niet verder strekt dan het tijdsverloop, gedurende hetwelk hunne gedwongen afwezigheid hen belet heeft met hunne studiën te beginnen. Vermits

een ministerieel besluit wordt vereischt voor elk geval, vestigt de Commissie de aandacht van den Minister van Kunsten en Wetenschappen op deze verklaring die, vermits alleen deze overeen te brengen is met den geest der wet en met het doel der bepaling, naar onze overtuiging de meening van gansch de Kamer weergeeft.

ART. 3.

Voortaan onderstelt elke proef, dat de recipiendus feitelijk den leergang heeft gevolgd, die in verband staat met de leerstof, welke het voorwerp uitmaakt van het examen. Aldus kan de student, die een examen wil afleggen op het einde van het eerste halfjaar, zich niet doen ondervragen dan over de vakken gedurende dit tijdsverloop onderwezen. « Op deze wijze — aldus de verslaggever van het ontwerp, de heer Dejace, in den Senaat — zullen de aangeklaagde misbruiken verdwijnen, die bestonden in het overijld afleggen van examens na eene oppervlakkige voorbereiding, zonder de leergangen te hebben gevolgd. De belangen van het hooger onderwijs zullen gevrijwaard, het gezag van de universitaire diploma's niet aangetast zijn. »

In den Senaat werd getwist over de vraag, of het den student toegelaten is een bepaalden leergang slechts gedeeltelijk te volgen. Terecht deed de heer Vauthier gelden dat, werd dergelijke regeling tot het uiterste gedreven, deze niet de verbrekking, maar wel de vergruizeling van het hooger onderwijs voor gevolgd zou hebben. Uit het eerste artikel en dezes bespreking blijkt, dat dit vraagstuk overgelaten wordt aan het oordeel van de bevoegde faculteiten. Verscheidene sprekers hebben aangedrongen op het feit dat, volgens de onder-teekenaars van het ontwerp en volgens de leden der Commissie van den Senaat, er geen sprake kon zijn van eene overdreven splitsing der leergangen en dat de eenige toe te laten splitsing zou zijn deze, die overeenstemt met zekere natuurlijke verdeelingen van de leergangen, namelijk van de voornaamste leergangen. Anderzijds verklaarde de heer Nerinx dat men aan de hoogeschole het recht zou kunnen toekennen om te beslissen dat de studenten, aan wie de bepalingen der wet ten goede komen, op het einde van elk trimester een examen mogen afleggen over de leerstoffen van al de leergangen, gedurende dit trimester gevolgd.

Wat er ook van zij, de vrije hoogeschole schijnen weinig geneigd te zijn om op dien weg te ver te gaan. Het ware wenschelijk dat de Minister van Wetenschappen en Kunsten aan 's Rijks hoogeschole onderrichtingen geve ten einde de misbruiken van de versnippering te voorkomen.

ART. 4.

Ten gevolge van de intrekking der wet van 14 Februari 1919 rees de vraag op, of eene proeve, waaraan gedeeltelijk voldaan werd onder de overgangsregeling, opnieuw in haar geheel moest afgelegd worden om van kracht te zijn. Die vraag werd bevestigend beantwoord door eene ministerieele beslissing van

21 Juni 1921. Anderzijds werd staande gehouden dat de proeve, waaraan wettelijk voldaan werd, als een verworven recht voor den recipiendus geldt. Alleen deze laatste zienswijze kwam met het recht overeen.

Elke betwisting hieromtrent is voortaan uitgesloten. De uitslag der examens afgelegd onder het beheer der wet van 14 Februari 1919 blijft verworven voor de recipiendi, aan wie de ontworpen regeling niet ten goede komen zal, evenals aan de overigen.

Er is een laatste moeilijkheid op te lossen. Een zeker getal studenten, op wie de vorige wet van toepassing was, hebben aan eene proeve voldaan in December II. of reeds in den loop van het huidig academisch jaar. Zullen die studenten, gesteld dat de nieuwe regeling hun niet ten goede komen zal, zich voor een nieuw examen kunnen aanmelden in Juli aanstaande, dus zonder ditmaal den minimum-duur der studiën te hebben in acht genomen? En zullen diegenen onder hen, die zich op gunstbepalingen blijven beroepen, bij uitzondering toegelaten worden tot de examens zonder de lessen gedurende het eerste trimester te hebben gevolgd? Door eene uitdrukkelijke verklaring van den Minister van Wetenschappen en Kunsten zou elke twijfel hieromtrent vervallen. Wij hopen dat die verklaring bevestigend zijn zal. Dat is overigens, naar het schijnt, de meening van de inschrijvingscommissie.

Onder voorbehoud van bovenstaande aanmerkingen heeft de Commissie de eer U voor te stellen, het ontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,
E. VAN DIEVOET.

De Voorzitter,
LÉON MABILLE.